

Fédération
de la Distribution
Automobile

Secteur automobile / Consommation

Communiqué

**Grand débat : le Gouvernement doit soutenir le pouvoir d'achat
en supprimant enfin le monopole des pièces de carrosserie**

Les problèmes de mobilité et le pouvoir d'achat que connaissent des millions de Français sont au cœur, et en grande partie à l'origine, des mouvements sociaux actuels. Ils figurent également parmi les thématiques prioritaires du Grand débat initié par l'exécutif début 2019.

Dans ce contexte, l'**UFC-Que choisir** a rendu publique le 4 février une liste de douze propositions visant à libérer, selon l'association de consommateurs, près de 9 milliards d'euros de pouvoir d'achat.

L'une de ces propositions consiste à **libéraliser la vente de pièces de carrosserie automobiles**, qui font encore aujourd'hui l'objet d'un monopole, au détriment du pouvoir d'achat des ménages. L'UFC-Que Choisir évalue à **415 millions d'euros** les économies générées par cette mesure de libéralisation, sous l'effet à la fois d'une baisse des prix d'achat des pièces de rechange et d'une baisse consécutive des primes d'assurance automobile.

La **Fédération de la Distribution Automobile (FEDA)** apporte un **soutien fort à cette demande des consommateurs**, une revendication ancienne de la profession que les Gouvernements successifs n'ont pas, à ce jour, voulu inscrire à leur ordre du jour.

Dernière en date de ces interventions répétées, **la FEDA avait saisi en juin et juillet 2018 le Ministre de l'Economie et des Finances** et la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF), leur demandant d'agir après la révélation par Mediapart des pratiques de nombreux constructeurs.

Ces entreprises auraient ainsi eu recours à un logiciel spécialement développé pour elles et grâce auquel les prix de vente de 70% de leurs références auraient été gonflés, parfois même doublés ou au-delà, au détriment du consommateur. De surcroît, la presse a fait état d'écrits et de contacts entre constructeurs qui pourraient, s'ils étaient confirmés, relever d'une entente horizontale sur les prix.

Malgré la demande insistante de la FEDA, le Gouvernement n'a visiblement pas pris la mesure du problème posé par ce **monopole anachronique** auquel la totalité des grands marchés européens de l'automobile ont déjà renoncé.

La FEDA va lancer dans les prochains jours une enquête auprès de ses adhérents confrontés chaque jour à cette problématique afin de connaître les difficultés concrètes représentées dans les entreprises par le monopole des pièces captives, ainsi que l'estimation de l'économie (ou toute donnée chiffrée pertinente) que représenterait la libéralisation de ce marché.

Une nouvelle fois, la FEDA dénonce ce système et, comme l'UFC Que Choisir, appelle les pouvoirs publics à **agir concrètement sur le budget mobilité des ménages dès la conclusion du Grand débat**. L'organisation professionnelle signale que cette mesure de libéralisation ne produirait, à l'inverse d'autres mesures déjà annoncées ou envisagées, aucune dépense publique supplémentaire.